

L'opposition renaîtra-t-elle de ses cendres?

L'opposition mauritanienne va-t-elle enfin surmonter les divergences qui la minent depuis que le pouvoir a réussi (fraude et manipulation électorales à l'appui) à devenir le seul maître de l'initiative politique dans le pays? Pourra-t-elle ranger les querelles de leadership qui ont fini par discréditer le discours politique qu'elle a développé durant une décennie de processus démocratique à coup de dissensions, de scissions et dédoublements, et après les départs ininterrompus de ses militants vers un PRDS qui s'impose comme seule alternative politique à court terme pour les plus pressés? Arrivera-t-elle à dépasser les débandades électorales, les interdictions de partis et les emprisonnements de ses chefs pour s'arrimer de nouveau à un processus démocratique encore à faire, en reprenant du service après une longue période de léthargie?

La réunion tenue ce mardi par sept partis de cette opposition au siège de l'UFP (union des forces du progrès) fait renaître l'espoir en une reprise du débat politique raté depuis la dernière présidentielle, et laisse penser que l'opposition a enfin pris conscience des dangers qui guettent le pays.

L'opposition renaîtra-t-elle de ses cendres?

Suite de Une

Marginalisée par un pouvoir qui ne l'a jamais reconnue, divisée en partis qui sont loin de s'apprécier, écartelée entre des chefs méfiants les uns vis-à-vis des autres et affaiblie par ses échecs répétés lors des consultations électorales, l'opposition mauritanienne n'a guère joué le rôle qui doit être le sien dans une démocratie. Certes, le pouvoir ne lui a jamais facilité la tâche. Entre la fraude électorale à grande échelle, les pressions en tout genre, les interdictions des partis et l'arrestation de leurs dirigeants, il ne faut pas être grand mage pour deviner tous les malheurs qu'elle a enduré en douze ans de processus démocratique.

Mais l'opposition aussi, et loin de nous de décharger le pouvoir, n'a pas souvent été à la hauteur des espérances de ses militants. Son discours empreint de manichéisme, son refus de toute concession et son entêtement à ne pas reconnaître la légitimité de Ould Taya lui ont fait perdre une grande partie de sa base, usée par les privations et, parallèlement, fortement attirée par les lustres d'un parti au pouvoir qui a su se montrer généreux à défaut d'être convaincant. Et à mesure que la saignée continue, la plaie devient de plus en plus béante entre un pouvoir que les ralliements des cadres et militants confortent dans ses choix et une opposition qui ne compte que sur un seul allié: le temps et le pourrissement de la situation. Et les faits lui donneront partiellement raison.

Attention danger

Après avoir terrassé l'opposition, le pouvoir qui se croyait seul maître du jeu, a vu apparaître dans son dos un adversaire autrement plus dangereux: une partie de l'armée. Les tentatives de coups d'Etat, fruits du pourrissement de la situation sur lequel misait l'opposition sont venues apporter la preuve que ni la démarche du pouvoir, ni celle de l'opposition dans un combat dépassé, ne sont à même de sortir le pays de la crise dans laquelle il se débat. On peut alors penser que là le pouvoir et l'opposition deviennent des alliés objectifs face au danger. C'est du moins ce que l'opposition semble avoir compris. Depuis quelques jours

en effet, des contacts sont entrepris entre le RFD, l'APP, le FP, l'UFP, le PCD, l'AJD et le PLEJ en vue d'adopter une position commune face à la situation que vit le pays. A l'initiative de l'UFP, une réunion s'est tenue ce mardi 06 octobre entre les dirigeants de ces partis (Ahmed Ould Daddah pour le RFD, Bâ Mamadou Alassane pour le PLEJ, Cissé Modi pour l'AJD, Messaoud Ould Boulkheir pour l'APP, Chbih Ould Cheikh Melainine pour le FP, Mohamed Ould Maouloud pour l'UFP et Cheikh Ould Horma pour le PCD). Seul le parti Sawab a refusé de répondre à l'invitation car il avait initié, il y a un mois, une rencontre des partis d'opposition qui avait buté sur la participation du PCD à laquelle Sawab s'était opposé pour des raisons de "légalité". Les autres partis avaient alors rétorqué que ce parti n'a jamais été interdit et qu'il fait toujours partie de l'opposition.

Dans une atmosphère "empreinte de sérieux", comme le dit un participant, les partis ont fait le constat que la situation est grave et qu'il est nécessaire d'éviter le chaos par la recherche d'une solution politique à une crise d'abord politique. Ils ont décidé de faire un communiqué qui sera rendu public ce mercredi et de mener une action commune pour décrier une situation "qui nécessite une prise de conscience patriotique, loin des calculs politiques des uns et des autres". Ils se sont déclarés contre la violence d'où qu'elle vienne et ont décidé de poursuivre leurs concertations.

Une initiative qui tombe à pic même si on ne connaît pas encore tous ses contours. En faisant preuve de réalisme politique et de lucidité et en répondant à certaines exigences du pouvoir (comme sa reconnaissance) dans l'intérêt du pays, l'opposition aura fait un grand pas dans le sens de la décriation de la situation. Le pouvoir n'aura plus d'autres choix que de jouer franc jeu. Sinon c'est lui qui sera montré du doigt. L'opposition aura alors fait ce qu'elle peut. Devant le pays et devant l'Histoire.

AHMED OULD CHEIKH